



Union Départementale Force Ouvrière Des Syndicats de l'Yonne

Déclaration de la Commission Exécutive de l'UD FO 89

Auxerre le 20 mai 2020

La « réouverture des écoles » depuis le 11 mai : Ce n'est pas cela l'École de la République !

Le constat est sans appel : la situation que nous vivons dans les écoles est insoutenable. C'est le chaos partout.

Nos enfants sont envoyés au « casse-pipe », amenés à se regrouper dans les locaux de ce qu'ils connaissent comme étant leur école, mais dans des conditions totalement dégradées, dans un contexte anxiogène, décuplé par les mesures de distanciation intenable et un protocole insupportable, impossible et maltraitant.

Les images des élèves dans les écoles et les cours de récréation enfermés dans des cases ont créé un émoi légitime car elle symbolisent parfaitement ce qui se joue : amener à tout accepter, et notamment la transformation de l'Education Nationale, sa « modernisation » qui, aux dires mêmes du ministre va se faire « avec les collectivités locales, dans l'articulation entre scolaire et périscolaire et un cadre nécessairement mixte... » et qui se fait au détriment des conditions d'exercice et d'apprentissage. C'est bien de cela dont nous ne voulons pas !

Nombre de Maires du département ont décidé de ne pas rouvrir leur école à la date prévue. La mairie de Sens vient de faire machine arrière, des écoles ferment avant même d'avoir ouvert. Et nous le comprenons. Mais cela, ne peut être une solution : nous ne voulons pas rester confinés ad vitam aeternam et c'est, de plus, un pas nouveau vers la territorialisation de l'École. Nous ne voulons pas de cette logique de dislocation de l'Education Nationale que les gouvernements successifs s'évertuent à imposer depuis des années (Refondation de l'École, Loi Peillon-Hamon, rythmes scolaires, Loi Blanquer pour « l'école de la confiance »...) et que le gouvernement actuel fait passer, sous prétexte de situation de crise sanitaire, profitant de l'état d'exception pour imposer ce que refusent massivement les personnels et les parents depuis des années. Ce n'est pas cela l'École de la République, ce n'est pas cela l'égalité d'accès garanti par le Service Public d'Éducation.

Ainsi, se profile une Education Nationale totalement disloquée, remise entre les mains des collectivités locales par le désengagement de l'Etat de sa responsabilité, où le mélange des genres entre scolaire et périscolaire, où le flou entre les missions et les responsabilités de chacun, les temps en présentiel et en distanciel, les groupes classe, la présence des élèves, certains face à aux enseignants, face aux parents ou à des animateurs municipaux, amènent la déréglementation généralisée dont ne pourront se sortir que ceux qui auront les moyens d'apporter à leurs enfants une instruction privée.

Ce n'est pas cela l'École de la République. Son rôle est d'instruire tous les élèves et non de faire de la garderie (parfois « apprenante » pour certains, mais pas pour d'autres) et certainement pas dans ces conditions. Où est alors l'égalité d'accès à l'Education ? Où est l'école gratuite, laïque et obligatoire ? Où est l'École de la République ?

Maison des Syndicats – 7, Rue Max Quantin – B.P. 231 – 89004 AUXERRE Cedex

☎ 03 86 52 55 12 du lundi au vendredi 9h à 12h et de 14h à 18h

E-mail : udfo89@force-ouvriere.fr

Site Internet : <http://89.force-ouvriere.org/>

Cette remise en cause sans précédent de ses missions, de son essence même, est inadmissible. Et ce quel que soit le contexte.

Pour l'UDFO 89, la décision de ne pas rouvrir les écoles n'est pas pour autant, une solution satisfaisante. Elle se fait par dépit, face à l'impossibilité de mettre en place la sécurité sanitaire et une organisation convenable, comme l'ont exprimé différents Maires ainsi que le président de l'AMF de l'Yonne. Et de fait, dans bien des communes, la décision d'ouvrir à tout prix se solde par une mise en œuvre désordonnée voire incohérente. Non, ce n'est pas une solution, mais c'est souvent un moindre mal, face au désengagement de l'Etat de sa responsabilité de garantir la sécurité de ses agents, des élèves et de leurs familles.

Plutôt que de contraindre à en organiser une reprise impossible, coûte que coûte, en dépit de ses missions des règles et des statuts, en reportant sa responsabilité sur les acteurs locaux, le gouvernement ferait bien de se mobiliser pour répondre aux exigences formulées dans les CHS-CT et réclamée largement par FO à tous les niveaux, dans tous les secteurs : la protection sanitaire des personnels qui passe par la fourniture de masques de protection reconnus par le code du travail (FFP2), de gel hydroalcoolique, de produit de nettoyage et de lingettes virucides, la désinfection des locaux et le dépistage systématique des personnels et des élèves.

C'est le préalable à une reprise qui puisse se faire le plus sereinement possible, dans le cadre réglementaire et statutaire, dans le cadre des missions de l'Ecole, et exonèrerait, de fait, de la mise en place de ce protocole irréalisable, anxiogène et maltraitant.

Nous n'attendons pas l'antienne ministérielle disant que « tout se passe parfaitement bien ». Le constat est sans appel : ce n'est absolument pas le cas.

Tout comme l'Hôpital, et comme l'ensemble des services publics, nous voyons à quel point nous avons besoin que l'Education Nationale soit renforcée. La politique de destruction massive des services publics menée depuis des années, au nom de la rentabilité, amène les conséquences que nous connaissons et nous le refusons.

La crise sanitaire doit trouver des réponses sanitaires : prétendre y répondre par la remise en cause des droits collectifs, du code du travail, des missions de services publics, des acquis sociaux dans leur ensemble, montre à quel point leur cynisme est sans limite. Leur objectif est clair, il n'est ni sanitaire ni social, mais uniquement économique, afin de répondre aux exigences du MEDEF.

L'UDFO 89 exige le maintien et le renforcement de tous les services publics : création de postes nécessaires, respect des statuts, amélioration des conditions d'exercice et des moyens à hauteur des besoins. Tout de suite !

Nous ne voulons pas de cette garderie inhumaine, mais d'une Ecole qui instruit et de l'égalité d'accès à l'Education ! Nous ne voulons pas des médailles, mais des services publics forts !

***La Commission Exécutive de l'Union Départementale
des Syndicats Force Ouvrière de l'Yonne***